

MÉMOIRE PRÉSENTÉ AU BAPE DE ST-VALENTIN
LE 4 AVRIL 2011-03-28

PAR MICHEL ARSENEAU

À l'aube de la révolution tranquille, le Québec voulait sortir d'une période noire de dépendance économique envers les capitaux canadiens anglais et étrangers.

La classe moyenne naissante cherchait des outils économiques afin de redonner ce pouvoir aux québécois.

René Lévesque, dans une émission télévisée célèbre, nous expliquait le processus de la nationalisation de l'électricité et la société de l'époque a vite compris l'impact de ce levier comme pouvoir économique.

Il va sans dire que plus de 50 ans après le Québec a bien changé.

Les années 80 ont instauré la charte de la langue française, les francophones qui était déjà en changement évoluaient et commençaient à s'ouvrir aux différentes nationalités.

Une nouvelle structure sociale c'est développée créant une mosaïque humaine diversifiée et la Montérégie en est une preuve concrète.

Malgré tout ces changements je crois que l'image de notre peuple est encore bien mal perçue par les étrangers qui voudraient nous exploiter.

Le fameux complexe d'infériorité qui aurait longtemps caractérisé les Québécois serait chose du passé, selon les 36 nouvelles cordes sensibles des Québécois, l'étroitesse d'esprit, l'esprit de bas de laine, la xénophobie ainsi que le manque de sens pratique ont été changés par la tolérance, l'entreprenariat, le scepticisme et la technologie

Qu'arrive-t-il par contre de nos idéologies surtout en matière d'autonomie énergétique.

Je suis né en 1959 quelques mois avant la mort de Maurice Duplessis, à l'aube de la révolution tranquille. Nous connaissons cette époque comme une période tumultueuse de notre histoire qui comprend la fameuse crise d'octobre. J'ai été élevé à Montréal dans un quartier où j'ai pu voir les déroulements de cette crise d'une façon différente.

Je me souviens de la réaction de ma mère lorsqu'elle parlait de l'arrestation d'un de ses confrères de travail.

Je me souviens de la présence constante de l'armée déferlant dans les rues et devant les demeures des différents politiciens qui habitaient non loin. Je me souviens aussi des discours télévisés des politiciens de l'époque nous informant des mesures de guerre.

En ce moment, je crois revivre cette atmosphère de corruption, de manipulation d'information ainsi que la présence d'un agenda politique caché.

Je suis arrivé dans la région il y a 27 ans et je l'ai choisi pour la tranquillité, le paysage et le rapport avec la nature. J'ai donc beaucoup de difficulté à comprendre la situation actuelle, nous sommes en train de vivre et surtout vivre un terrorisme à saveur fausement économique et écologique. L'inconvénient dans toute cette histoire c'est que la devise du Québec 'je me souviens' n'est pas 'j'ai oublié'.

L'entente signée à Saint-Valentin, entre la compagnie énergétique et les signataires démontre un manque d'éthique politique et des conflits d'intérêt flagrants auquel la majorité de la population locale est au courant. Qui au gouvernement a déjà oublié ?
N'est-ce pas suffisant pour arrêter ce projet ?

Les informations données par le promoteur étaient minimales et souvent insuffisantes durant les divers rencontres précédents les audiences du BAPE. Les rencontres auprès des conseillers municipaux de la région ressemblaient plus à des speeches de vendeur de mauvais goût plutôt qu'à une présentation par des professionnels. Il n'y a jamais eu de vraie consultation avant les audiences du BAPE comme le souligne le promoteur.

Par contre la population qui s'est présentée durant les audiences du BAPE était très bien informée de leurs droits.

Elle connaissait et savait trouver tout manquement dans les informations fournies par le promoteur. De plus, elle arrivait avec

des preuves justificatrices écrites et référenciées tout en gardant un œil critique auprès des représentants gouvernementaux

Si le gouvernement demande aux citoyens ordinaires à chaque BAPE de faire des thèses qui ressemble à un doctorat afin de prouver les inefficacités des différents projets alors je me demande comment on pense définir l'acceptabilité sociale.

Je ne comprends pas qu'il faut ,en plus ,devoir passer aux travers les différents documents fournis par le BAPE sur internet afin de bâtir des mémoires , comprendre la loi 116, bien cerner les prérogatives de l'Hydro-Québec et du développeur Venterre, faire des sondages maisons locaux, manifester, faire pression avec l'appui des instances politiques et des d'organisations agricoles locales , créer des mouvements de solidarité .Tout ceci afin de définir l'acceptabilité sociale et avoir un semblant de résultat et d'écoute de la part de la ministre Normandeau.

De plus il faut espérer ne pas voir tomber à l'eau tout nos efforts comme le projet des éoliennes dans la MRC des Bois-Francs .Nous avons vu d'ailleurs à maintes reprises comment le gouvernement actuel respecte peu les conclusions des différents BAPE.

Cette expérience me laisse avec beaucoup d'interrogations et peu de réponse.

Sommes-nous devant un gouvernement légitime qui représente le peuple dans son ensemble ou bien veut-il favoriser seulement certains individus?

Nous savons que le Québec veut développer l'énergie éolienne mais pourquoi et à quel prix?

Y-a-t-il eu des pourparlers avec des promoteurs étrangers qui nous ont forcé à acquérir ce type d'énergie plus couteuse ?

Faut-il tout prix développer une industrie de productions éoliennes en région et que la société au complet en soit garant ?

Il est bien difficile de comprendre l'historique du développement de cette industrie au Québec mais il est facile de comprendre qu'il y a un enjeu politique caché. L'imposition des projets dans les régions ressemble étrangement à l'approche dictatoriale que l'on a vécue dans les années Duplessis et durant la crise d'octobre.

POURQUOI ?

C'est ma dernière question que je ne réussis pas à avoir de réponse malgré la lecture des différents documents.

On parle de retombées économiques générées par les parcs éoliens mais on ne précise pas que l'on va payer à des étrangers des sommes faramineuses, on parle de concurrence mais nous payons l'électricité la moins cher au monde alors où se trouve la concurrence.

Hydro-Québec qui devrait être roi et maître dans le développement énergétique des québécois se trouve être un simple acheteur d'une énergie coûteuse au lieu d'être le chef de file.

Peut-être que le peuple québécois serait prêt de payer un peu plus cher son électricité si c'est pour favoriser l'expansion économique d'une région mais en autant que le développement des éoliennes se fasse dans des régions éloignées et par une société d'état où les revenus sont contrôlés afin de promouvoir l'expansion de notre économie nationale.

En conclusion, j'espère que le gouvernement actuel comprendra que cette situation peut engendrer une instabilité politique. Même si il n'y a pas d'élection provinciale en vue et que le fédéral déclenche des élections sous peu et le milieu des affaires n'aime pas vraiment les peuples qui bougent et pensent trop.

Le milieu agricole est déjà exaspéré par les différentes législations des instances gouvernementales pour la protection du territoire mais il ne faudrait pas sous-estimer les réactions des gens dans la région qui a eu comme patriote le célèbre Étienne Langlois.

Doit-on s'attendre à ce que le gouvernement actuel fasse taire la population et se mette à déporter en Australie les indésirables comme à l'époque des patriotes afin de pouvoir réaliser ce projet. J'espère que cette lettre parmi toutes les autres aidera aux instances politiques à prendre une décision plus éclairée et surtout légitime.

MICHEL ARSENEAU